

RFA 20

LA R.F.A. DEVANT SA PUISSANCE

de notre envoyé spécial Jean-Pierre CORNET

I. CONCILIER LES DEUX FACES DE JANUS

A Maria Lasch, à quelques lieues de Bonn, tout n'est qu'ordre et mesure : rien de plus sobre et de plus pur que l'abbaye romane et son avant-corps. Le lac arrondi invite à la sérénité, de même que les péniches qui parcourent massivement le Rhin, au pied du Drachanfels. Les vignes prêtes pour l'une des plus belles récoltes de l'histoire s'étagent paisiblement au-dessus des maisons à poutres, des « Fachwerke ». Un peu à l'écart du Rhin, des châteaux d'un classicisme rigoureux rappellent la continuité sans faille de la civilisation européenne : Poppelsdorf, Brühl... L'Allemagne embrumée se fait aussi douce qu'un vin de Moselle tremblant dans un long verre. La voici rassurante, aimable, maîtrisée. Une délicieuse venaison — parfois encombrée de fruits — accompagnée d'un vin chaud d'Abrweiler, remplit les assiettes. La quiétude et la prospérité se lisent sur les visages des « P.D.G. » et les rares vacanciers d'automne. Est-ce vraiment l'Amérique ? Est-ce la proche Hollande ? Certainement ni l'une ni l'autre. C'est la vieille Rhénanie qui oublie ses démons dans la douceur de vivre. C'est « l'or du Rhin » déposant ses lingots et ses pépites le long des feuilles mortes

ses voisins : trop de travail, trop d'argent, trop de capacité à faire bouler sur elle-même et à accentuer encore l'écart qui la sépare des autres partenaires du Marché commun.

UNE SYNTHÈSE NÉCESSAIRE

La perspective d'un nouveau gouvernement Kiesinger inquiétait : on percevait derrière la douceur bonhomme et quelque peu patenôtre de l'ancien chancelier et derrière les éclats incontrôlés de Franz-Josef Strauss de sourdes menaces. La désignation de Willy Brandt la constitution de son « brain-trust » où les éléments jeunes ne manquent pas à immédiatement rassuré les deux parties de l'Europe. A l'Ouest, on y voit la promesse d'une synthèse raisonnable entre les diverses aspirations de l'âme allemande : de tant de puissance, Willy Brandt voudra faire plus de justice sociale, plus d'équité « à la suédoise » ; son passé antinazi le met à l'abri de toutes les tentations ; il saura à la fois, pense-t-on, rajeunir un pays en proie à trop de conformisme sans l'entraîner vers des rêves démesurés. A l'Est on attend le nouveau chancelier « aux ailes », c'est-à-dire à l'élaboration d'une nouvelle politique étrangère. Les Européens occidentaux attendent que la R.F.A. joue honnêtement le jeu de la Communauté, sans tenter de la dominer, de lui imposer ses vues, ou de s'élever en dehors d'elle pour mener un « politique planétaire » à laquelle sa puissance industrielle pourrait la conduire. Ceux du camp socialiste attendent des concessions politiques bien connues : la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse ; celle de « l'autre Allemagne », accompagnée d'une renonciation à exiger « le droit à l'autodétermination du peuple allemand » ; la signature du traité de non-prolifération nucléaire. Bref, un nombre important de sacrifices que commande le réalisme, mais que ne comprend pas bien l'homme de la rue, pour qui un sacrifice doit être compensé par un avantage : or, le citoyen ne distingue pas « ce que l'Allemagne Fédérale peut obtenir en échange », étant donné que sa sécurité et son niveau de vie ne sont pas menacés. A la limite, le citoyen curieux des problèmes écono-

miques et alléché par la perspective d'une pénétration plus grande à l'Est peut rêver à des conquêtes de marchés ; mais les événements de Tchécoslovaquie ne lui semblent pas de nature à pouvoir fonder utilement de tels espoirs.

Vis à vis de l'Ouest, on ne comprend pas les craintes que la sur-puissance allemande inspire : on veut croire que cette prospérité pourrait faire de main les affaires de tout le monde. Une chose est en tout cas certaine : on regarde en dehors des limites de la Communauté des « Six » ; la Scandinavie est là, tentante, peuplée de régimes sociaux-démocrates ou capitalistes « atténués » ; l'ordre y règne, les gens sont solvables ; avec Schiller le Hambourgeois, l'esprit de la Hanse peut renaître et avec lui l'espoir de fructueux bénéfices. L'Angleterre paraît intéressante à cause de la clientèle et parce que son agriculture est de même type que celle d'Allemagne. La nouvelle équipe regardera davantage vers la mer du Nord et la Baltique. Elle établira sur de nouvelles bases l'amitié française.

Si, à l'intérieur, le chancelier Brandt veut faire la synthèse entre la vieille et douce Allemagne dont nous parlions et celle des grands capitaines d'industrie, il lui faudra, à l'extérieur, réaliser un équilibre plus difficile encore entre l'intégration de la R.F.A. à l'Ouest et ses aspirations vers l'Est. Il ne s'agit plus d'un « Drang nach Osten », mais de la recherche d'un modus vivendi « mit osten ». Il faudra beaucoup de doigté pour aller de l'avant ; il n'est pas aisé de rompre avec les conformismes commodes de style Biedermeier. C'est pourquoi les audaces seront minutieusement calculées par des technocrates au courant de leurs dossiers. Elles ne seront pas spectaculaires. On a préféré parler de « continuité » dans la politique étrangère plutôt que de promettre d'irréalisables révolutions. Plus que jamais les grands accès de « grandeur » seront écartés. Le professeur Schiller va faire école. M. Brandt donnera quelque piment et M. Scheel ce qu'il convient d'originalité

(A suivre.)

PROCHAIN ARTICLE : Espoir de conciliation avec l'Est

LA PASSION CREATRICE

Cet aspect des choses n'est qu'un des volets du ditype allemand, qu'un visage de son énigme : de la quiète maison de Beethoven à Bonn, nous parvenons les éclats de passion où l'univers se retrouve ; rien n'est plus déchaîné, plus démesuré, plus « fou » que l'admirable escalier baroque conçu par Balthazar Neumann à Brühl ; rien enfin, en Europe, n'est comparable aux immenses fabriques qu'il le long du Rhin, rivalisent dans l'audace et la puissance. La passion créatrice, débridée, emportée à l'assaut du monde les raffinerie, les combinats chimiques, les aciéries, au milieu d'un enchevêtrement d'auto-roulées de voies ferrées, d'installations portuaires. Telle est l'Allemagne Fédérale de 1969 qui inquiète

29 OCT. 1969

LA R. F. A. DEVANT SA PUISSANCE

de notre envoyé spécial Jean-Pierre CORNET

II. - UNE APPROCHE PRUDENTE VERS L'EST

« Nous allons fermer les yeux sur l'affaire tchécoslovaque », nous commente tristement une personnalité chrétienne-démocrate, « les socialistes vont nous entraîner très loin, très loin, sans profit pour nous... Il n'y a plus un Adenauer pour tenir fermement la barre... Les nouveaux dirigeants — Brandt en tête — sont naïfs ».

A notre réponse, que M. Schiller ne passe pas précisément en France pour « naïf », l'on nous objecte qu'il ne sera pas l'animateur de la nouvelle politique vers l'Est : elle sera l'œuvre des Wehrer, des Schütz, et des jeunes technocrates « sans expé-

rience » du Nouveau régime. Et Brandt « se laissera entraîner ».

Ce dernier jugement est évidemment bien injuste pour le nouveau chancelier qui, comme bourgmestre régnant de Berlin-Ouest d'abord et comme ministre des Affaires étrangères ensuite, a eu tout le temps de méditer sur l'irréalisme de la doctrine Hallstein en 1969 et sur la nécessité d'orienter différemment, vers l'Est, la barre du navire fédéral sans pour autant rompre avec la continuité d'une politique étrangère marquée depuis 20 ans au sceau de la pensée démocrate-chrétienne.

des pays solvables ; il faut ajouter — cette fois à sa décharge — qu'on leur a proposé une conquête contre-nature du marché québécois, en vertu d'une philosophie sentimentale et non moins séparée des réalités...

Cette parenthèse fermée, et pour revenir à l'aspect bilatéral des relations entre la R.F.A. et la Pologne, il convient d'ajouter cette évidence que tout passe par la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse. Le chancelier Brandt croit avoir trouvé la formule : elle consisterait à admettre sans la reconnaître de jure ladite frontière, dont le tracé toutefois ne saurait être

remis en question lors du traité de paix. M. Jedrychowski, ministre des Affaires étrangères de Pologne, est-il prêt, comme on l'affirme, à se contenter de cette demi-mesure ? Tout peut dépendre des circonstances. Et c'est sur celles-là que compte le chancelier pour que l'opinion publique ouest-allemande accepte, sans rechigner, la reconnaissance d'une réalité désormais acquise sur les plans politique et économique. Quelles circonstances ? L'« intérêt commercial » de la Pologne, son souci d'une certaine indépendance et son « opposition » au régime de M. Ulbricht.

ques », par des élections libres et contrôlées par l'O.N.U. Cela semble irréal. Et c'est pourquoi les tentatives de rapprochement avec la R.D.A. — si rapprochement il y a... — ne pourront porter de fruits qu'au prix d'une très longue patience et — dit-on volontiers — M. Ulbricht céderait le pas à plus libéral que lui. Est-ce concevable, au moment où la gestion de son équipe ne saurait, sur le plan économique, prêter le flanc aux critiques ?

Le problème est, au fond, de savoir dans quelle mesure la R.D.A. peut compromettre les tentatives de rapprochement bilatéral entre la R.F.A. et les Etats du camp socialiste. La réponse à cette question sera donnée durant les mois qui viennent. Si vraiment Bonn peut réussir ici ou là une nouvelle « expérience roumaine », la partie ne pourra pas être considérée comme perdue et l'opposition n'aura rien à dire. S'il n'en est pas ainsi, la politique de rapprochement avec l'Est pétiènera de longs mois et comme ses résultats ne peuvent s'inscrire qu'à long terme, ils supposent un réélection du chancelier Brandt.

C'est dire la prudence avec laquelle son équipe doit progresser...

CE QUE L'ON DEMANDE A BONN

Ce sera la quadrature du cercle, et le chancelier Brandt, comme M. Scheel n'aurait pas trop de toute leur habileté : pour satisfaire vraiment ; complètement Moscou, il faudrait que Bonn signât le traité de non-prolifération nucléaire, reconnût la ligne Oder-Neisse, la R.D.A. et son régime politique, admit que Berlin-Ouest est une « entité » différente de la R.F.A., renonçât au droit à l'autodétermination du peuple allemand. Il serait aussi souhaitable que le gouvernement fédéral ne niât point que l'U.R.S.S. con-

serve des « droits spéciaux » sur la R.F.A. en vertu d'un article fort controversé à l'O.N.U.

Ce sont en somme les questions qui se trouveraient sur la table d'une « conférence sur la sécurité européenne ». En échange, que recevrait la R.F.A. ? La différence entre les sacrifices demandés et les bénéfices attendus paraît si grande aux observateurs allemands qu'ils répondent à tout coup « qu'une telle conférence devrait faire d'abord l'objet d'une préparation extrêmement minutieuse ».

LE «REPOUSSOIR» ULBRICHT

Celui-ci continue d'être, aux yeux des sociaux-démocrates comme de l'opposition, la « pierre d'achoppement » essentielle à tous les espoirs. M. Brandt se déclare prêt à reconnaître l'existence de son Etat dans le cadre d'une nation allemande une, mais non point indivisible. Le régime de la R.D.A. ne serait pas, pour autant, reconnu de jure. On irait plus loin que le « sacrifice » consenti par de nombreux Allemands fédéraux qui acceptent de parler de la R.D.A. comme de « l'autre Allemagne », et non plus comme de la « zone ». On

accepterait une espèce de reconnaissance de facto, accompagnée d'une insistance toute particulière — et opposable aux partenaires du Marché commun — sur le caractère inter-allemand de relations commerciales privilégiées et que l'enviable situation des deux Allemagne dans chaque camp permet d'envisager avec optimisme. M. Ulbricht s'en accommodera-t-il ? Il y a fort à penser que non. Outre la reconnaissance de jure il pourrait exiger que l'on cessât à Bonn de réclamer l'autodétermination des dix-sept millions « d'Allemands démocrati-

LA RECHERCHE D'UN MODUS VIVENDI NOUVEAU

Les trois grandes formations politiques de la R.F.A. sont d'accord sur ce point. Cela dit, les sociaux-démocrates, comme les libéraux, refusent de se raidir dans le « drapé » hérité du passé. Ils ne croient plus, au fond d'eux-mêmes, que Bonn soit admis à parler au nom de toute l'Allemagne bien que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, dans la bonne tradition des dernières années, aient encore fait le 15 octobre une déclaration en ce sens au Conseil de Sécurité. Ils veulent déchirer quelques tabous et avancer pas à pas dans la voie d'un nouveau *modus vivendi* avec l'Est qui ne soit plus un *modus vivendi* de guerre froide mais qui corresponde à la situation charnière de la nation allemande et de ses

deux Etats, au cœur d'une Europe dont elle résout le drame.

Il s'agit donc d'amorcer la détente, en donnant un ou deux gages de bonne volonté d'un coût élevé, de multiplier les efforts pour améliorer les relations bilatérales avec les pays de l'Est (sur ce point la politique du chancelier Brandt sera dans la continuité de celle de M. Kiesinger et parallèle aux efforts de la France) ; ce faisant, d'acquiescer en Europe Centrale un prestige tel que, cessant d'être malgré sa richesse un épouvantail, la R.F.A. devenue symbole de liberté et de paix, favorise à Moscou comme à Berlin-Est l'apparition d'une nouvelle politique qui ne soit pas néo-stalinienne.

DEUX OBJECTIONS

Cette belle et noble aspiration se heurte, dans les rangs chrétiens-démocrates, à deux objections majeures :

a) Le premier gage de bonne volonté qui sera donné, à savoir la signature du traité de non-prolifération nucléaire, est excessif : le traité est ambigu, il doit permettre à l'U.R.S.S. dans une interprétation large, de prendre des gages, d'exercer demain un contrôle sur le développement de l'industrie nucléaire à usage pacifique. D'autre part, le traité établit une discrimination entre les partenaires du Marché commun, en ce sens que la France a déjà fait savoir

qu'elle ne signerait pas et que, échappant à tout contrôle, elle peut être demain à son profit le réceptacle de tous les espoirs d'autonomie de l'Europe des Six.

b) Rien ne dit que l'U.R.S.S. ne prendrait pas ombrage d'un rapprochement entre Bonn et Varsovie, acquis au prix de grands sacrifices, sans désorner la méfiance de Moscou. Au contraire, avance-t-on, une évolution qui pourrait conduire à l'établissement de relations diplomatiques entre Bonn et Varsovie braquerait davantage l'U.R.S.S. contre la R.F.A. On y verrait une manœuvre contre la R.D.A.

UNE TACTIQUE D'APPROCHE

La nouvelle coalition part d'une analyse différente : au courant des frictions latentes entre la Pologne et la R.D.A., elle estime premièrement qu'un rapprochement bilatéral avec la Pologne pourrait contribuer à hâter la chute de M. Ulbricht, malgré les succès économiques dont il peut se prévaloir. A ce titre, pensant que derrière les relations commerciales peuvent se profiler demain les perspectives d'un rapprochement politique, Bonn fait bon visage à M. Strus, vice-ministre du Commerce extérieur de Pologne. Un nouvel accord commercial assorti de crédits à long terme,

peut être considéré comme très bien engagé. La R.F.A. conserve l'espoir de procurer à la Pologne cette « ouverture commerciale vers l'Ouest » que la France aurait pu lui procurer, si elle en avait les moyens ou si elle avait su se les donner en renonçant aux grands discours creux au profit d'une approche réaliste. Mais peut-être, à cet égard, le gouvernement passé ne fut pas seul fautif : l'on se demande trop souvent ce qu'il faudrait faire pour réveiller un C.N.P.F. attaché à de vieilles méthodes d'esprit malthusien et pour l'intéresser au développement de liens commerciaux avec